



Office fédéral de la statistique
Bundesamt für Statistik
Ufficio federale di statistica
Uffizi federal da statistica
Swiss Federal Statistical Office

OFS BFS UST

ACTUALITÉS OFS
BFS AKTUELL
ATTUALITÀ UST

21

Développement durable et disparités régionales et internationales
Nachhaltige Entwicklung und Disparitäten auf regionaler und internationaler Ebene
Sviluppo sostenibile e disparità regionali e internazionali

Neuchâtel, juillet 2005

Services à la population: répartition territoriale 1995–2001

Analyse sur la base des recensements des entreprises

.....

Information:

Barbara Jeanneret, OFS, Section Analyses spatiales, tél. 032 713 62 91

e-mail: barbara.jeanneret@bfs.admin.ch

N° de commande: 042-0127

© OFS

Table des matières

Services à la population: une analyse régionale	3	Annexes: cartes	16
Une couverture variable selon les services	3	Carte C6: Magasins d'alimentation générale, densité des emplois (EPT) en 2001	
Une concentration variable selon les régions	4	Carte C7: Magasins d'alimentation générale, évolution des emplois (EPT) entre 1995 et 2001	
Moins de services sur place pour les habitants des régions rurales	4	Carte C8: Banques, densité des emplois (EPT) en 2001	
Les centres mieux équipés que les banlieues	5	Carte C9: Banques, évolution des emplois (EPT) entre 1995 et 2001	
Un haut niveau d'équipement dans les régions touristiques	6	Carte C10: Restaurants et tea-rooms, densité des emplois (EPT), 2001	
Des répartitions propres aux services	6	Carte C11: Restaurants et tea-rooms, évolution des emplois (EPT) entre 1995 et 2001	
Les écoles infantine et obligatoire: une répartition homogène	6	Carte C12: Cinémas, densité des places assises en 2004	
Les magasins, les banques: une infrastructure largement répartie mais des emplois concentrés	7	Carte C13: Cinémas, évolution des places assises entre 1994 et 2004	
Les cabinets médicaux, les pharmacies: surtout dans les centres...	7	Carte C14: Ecoles infantine et obligatoire, évolution des emplois (EPT) entre 1995 et 2001	
... les cinémas également	7	Carte C15: Cabinets médicaux, évolution des emplois (EPT) entre 1995 et 2001	
Evolution 1995-2001: quelques tendances	9		
Concentration spatiale des services	9		
Ecoles et cabinets médicaux: des établissements en baisse mais des emplois en croissance	9		
Les pharmacies: une croissance en régions urbaines surtout	10		
Les restaurants, les banques, les magasins: des services marchands en recul	11		
Accessibilité aux services: premiers résultats	12		
Travaux futurs	12		
Références	13		
Notes méthodologiques	14		

Services à la population: une analyse régionale

Au-delà du service public, qui dans son acception usuelle, couvre les domaines de la Poste, des télécommunications, des médias électroniques, des routes et des transports publics ainsi que de l'énergie, la population recourt à d'autres services, publics ou marchands. Ces *services à la population*¹ sont par exemple les magasins d'alimentation, les services de santé, les écoles, les services culturels. Avec la globalisation et la libéralisation économiques, l'accroissement de la mobilité et des réseaux de communication, les accès aux services ont changé d'échelle, modifiant également les espaces de travail et de vie. Dans ce contexte, il est important de connaître la répartition des services sur le territoire, ainsi que leur accessibilité pour la population.

Ces *Actualités OFS* présentent les premiers résultats d'une analyse menée par l'Office fédéral de la statistique sur la répartition territoriale et l'accessibilité des services à la population. Ces résultats se concentrent sur la répartition territoriale de six services¹ de base, à savoir les cabinets médicaux et les pharmacies (santé), les écoles en-

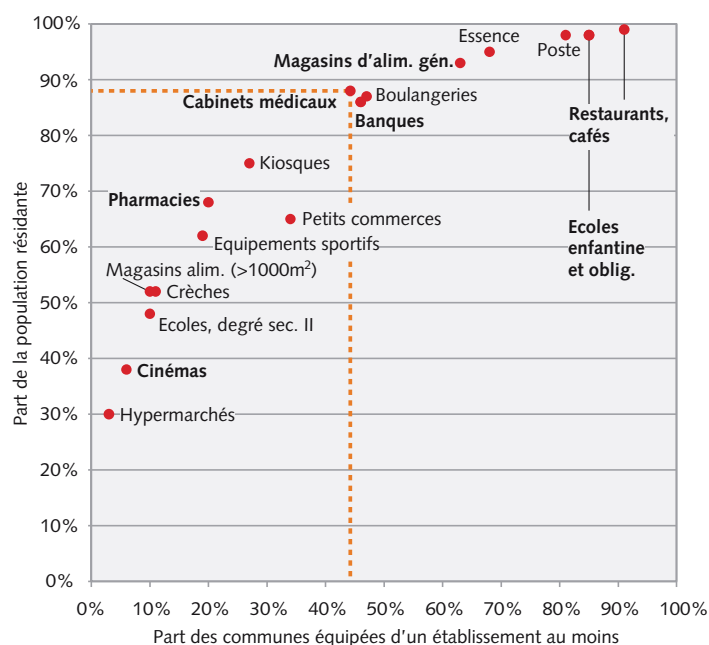
fantine et obligatoire (formation), les restaurants et cafés (social), les magasins d'alimentation générale (besoins élémentaires) ainsi que les banques² (services financiers). Les cinémas sont également pris en compte de façon moins détaillée, afin de présenter un aspect des services culturels.

La répartition des services est mesurée en terme d'établissements et d'emplois, leur mise à disposition pour la population en terme de densités (établissements ou emplois pour 1000 habitants)¹. L'accessibilité aux services en terme de distance ou de durée d'accès, qui est introduite en fin de document, fera l'objet d'une analyse ultérieure.

Une couverture variable selon les services

Certains services sont largement répandus: c'est le cas des services courants ou de base, comme l'école obligatoire, les magasins d'alimentation, la Poste, les restaurants et cafés. D'autres, plus rares ou plus centralisés, tels que les hypermarchés, les cinémas, les crèches, sont implantés dans peu de communes (graphique G1).

Services à la population: concentration et dispersion des établissements, en 2001 G 1



Exemple de lecture: 44% des communes politiques de Suisse ont au moins un cabinet médical sur leur territoire et ces communes rassemblent 88% de la population résidente.

En gras: services pris en compte dans l'analyse; d'autres services sont intégrés en guise de comparaison.

Sources: Recensement des entreprises (RE), statistique suisse du cinéma, OFS

© Office fédéral de la statistique (OFS)

¹ Voir notes méthodologiques.

² Pour cette analyse, les banques considérées sont celles qui offrent des services généraux pour la plus grande partie de la population, soit les grandes banques, les banques cantonales, les banques régionales et les caisses d'épargne, les caisses de crédit mutuel et les banques Raiffeisen ainsi que les banques commerciales. Le paysage bancaire en est ainsi quelque peu modifié, en particulier à Lugano et Genève, où les banques en mains étrangères ou les succursales de banques étrangères jouent un rôle important.

Si l'on se concentre sur les services pris en compte dans l'analyse, il ressort que les écoles infantile et obligatoire sont présentes dans près de 90% des communes politiques de Suisse. Parmi les services marchands, les restaurants et cafés sont également présents dans plus de 90% des communes; ils sont suivis des magasins d'alimentation générale (63%). Il s'agit là de services utilisés quotidiennement disposant d'une infrastructure dense, en particulier dans les régions périphériques où l'accessibilité est moindre. Les banques et les cabinets médicaux sont répartis de manière plus centralisée: ces services se trouvent dans un peu moins de 50% des communes qui regroupent près de 90% de la population. Le phénomène est encore plus marqué pour les pharmacies, présentes dans 20% des communes pour 70% de la population. Quant aux cinémas, ils constituent de loin le service analysé le moins répandu. Il faut souligner que la présence des pharmacies est fortement déterminée par la réglementation de la propharmacie³, définie au niveau cantonal. Les pharmacies sont en effet moins nombreuses (carte C3, p. 8) dans les cantons⁴ où les médecins peuvent vendre des médicaments sans limitation.

L'analyse de la couverture territoriale se fonde sur des données à un niveau communal. L'absence d'un service dans une commune ne veut pas dire pour autant que les personnes qui y habitent ne peuvent obtenir ce même service dans une commune voisine ou dans un pôle proche, ou encore qu'il n'existe pas de service de remplacement. Les services ambulants, à domicile ou assurés par un moyen de télécommunication ne sont en effet pas pris en compte dans l'analyse. Les travaux futurs en matière d'accessibilité permettront d'en dire davantage.

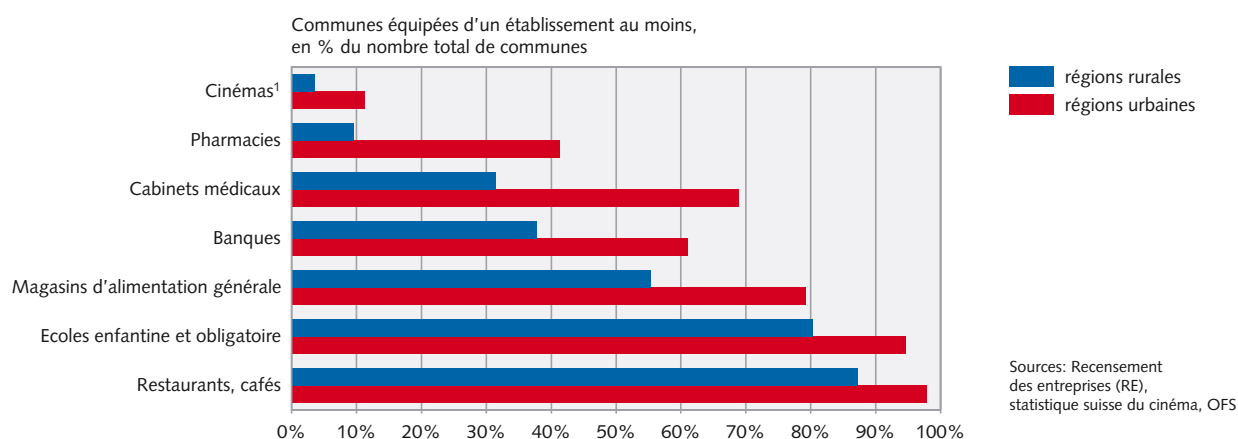
Une concentration variable selon les régions

Moins de services sur place pour les habitants des régions rurales

Les taux d'équipement moyens cachent des différences spatiales qui dépendent beaucoup du niveau d'urbanisation (graphique G2) et de la taille des communes en habitants: pour tous les services considérés, la part de communes équipées est en effet plus élevée dans les régions urbaines⁵, où vit près de 75% de la population, que rurales. C'est notamment le cas pour: les cabinets médicaux, présents dans 69% des communes urbaines mais dans 31% des communes rurales, les cinémas (11% contre 3,5%) et les pharmacies (41% contre 10%); les régions rurales périphériques (communes pendulaire-rurales, agraires-mixtes et agricoles) enregistrent d'ailleurs

Services à la population: couverture du territoire en régions urbaines et rurales, en 2001

G 2



¹ Données de 2004

© Office fédéral de la statistique (OFS)

³ Remise de médicaments par les médecins privés.

⁴ Nidwald et Obwald, Uri, Glaris, les deux Appenzell, Schwyz, Lucerne, Thurgovie, St.-Gall, Soleure, Zoug, Bâle-Campagne.

⁵ Voir notes méthodologiques.

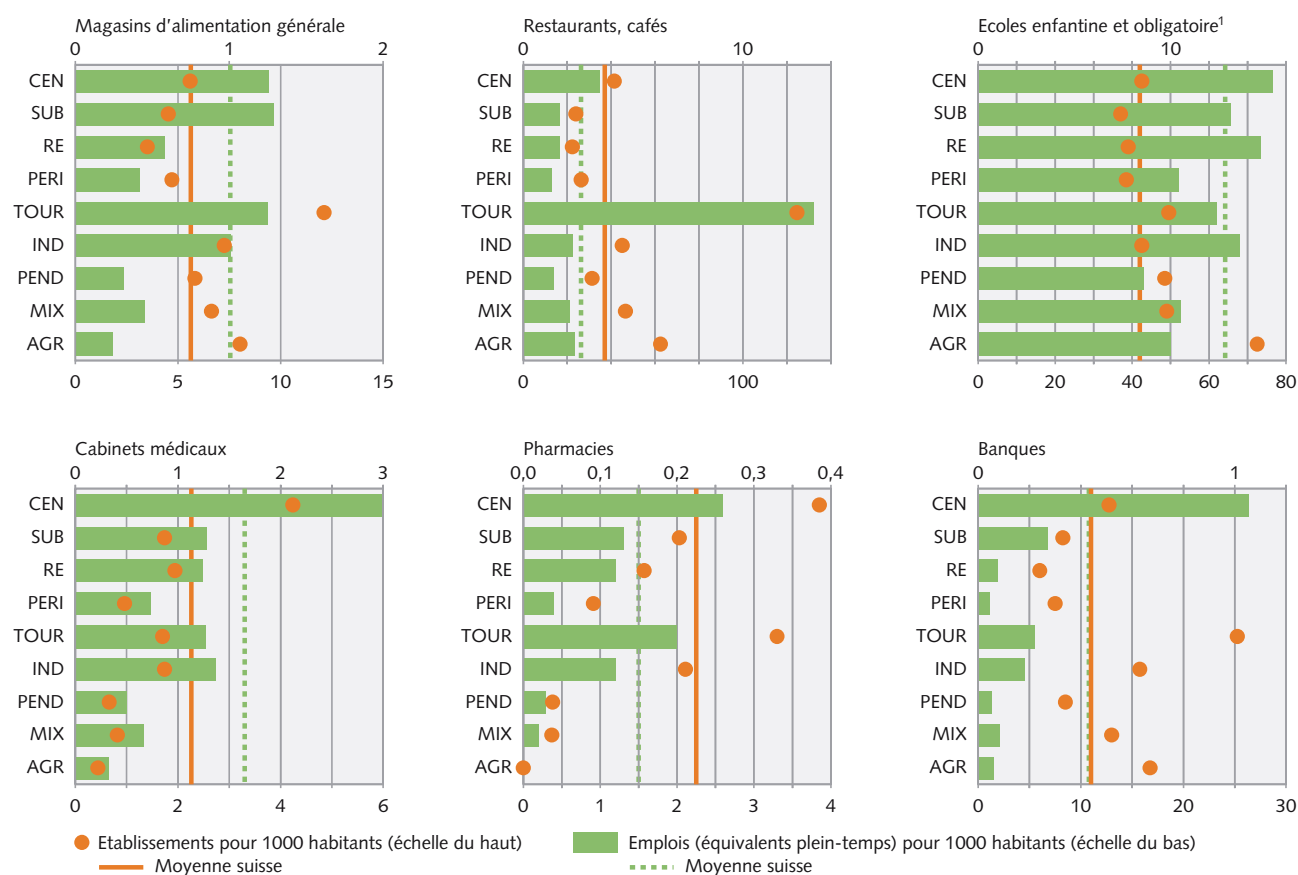
les densités de pharmacies et de cabinets médicaux les plus basses (graphique G3). Les habitants des régions rurales doivent ainsi parcourir de plus grandes distances pour accéder à ces services (Les analyses d'accessibilité illustreront ce point plus concrètement). Les écarts sont moins prononcés pour les autres services, notamment pour les écoles enfantines et obligatoires et les restaurants et cafés.

Les centres mieux équipés que les banlieues

Au sein des régions urbaines, le type⁶ de la commune marque une différence d'équipement. Les centres, qui doivent assurer un niveau d'équipement élevé pour un large bassin de population, possèdent presque sans exception l'ensemble des services pris en compte (les cinémas sont absents de quelques centres) et présentent des densités d'établissements et d'emplois parmi les plus élevées (graphique G3). Ceci vaut dans une moindre mesure aussi pour les communes industrielles-tertiaires, dont une partie assume une fonction centrale à un niveau régional.

Services à la population: densité selon le type de communes, en 2001

G 3



¹ Pour 1000 habitants de 3 à 16 ans

Source: Recensement des entreprises (RE), RFP 2000, ESPOP

© Office fédéral de la statistique (OFS)

⁶ Les résultats sont analysés en fonction de la typologie des communes de 2000 de l'OFS. Voir notes méthodologiques.

Les régions en périphérie urbaine présentent à l'inverse un niveau d'équipement inférieur pour l'ensemble des services considérés, bénéficiant de la présence proche de centres bien équipés: si les densités des services restent relativement élevées dans les communes suburbaines, elles se réduisent dans les communes à revenu élevé et sont parmi les plus basses dans les communes périurbaines, situées en frange extérieure des centres. Ceci illustre la fonction «dortoir» de ces dernières, caractérisées par un fort taux de pendulaires sortants⁷.

Un haut niveau d'équipement dans les régions touristiques

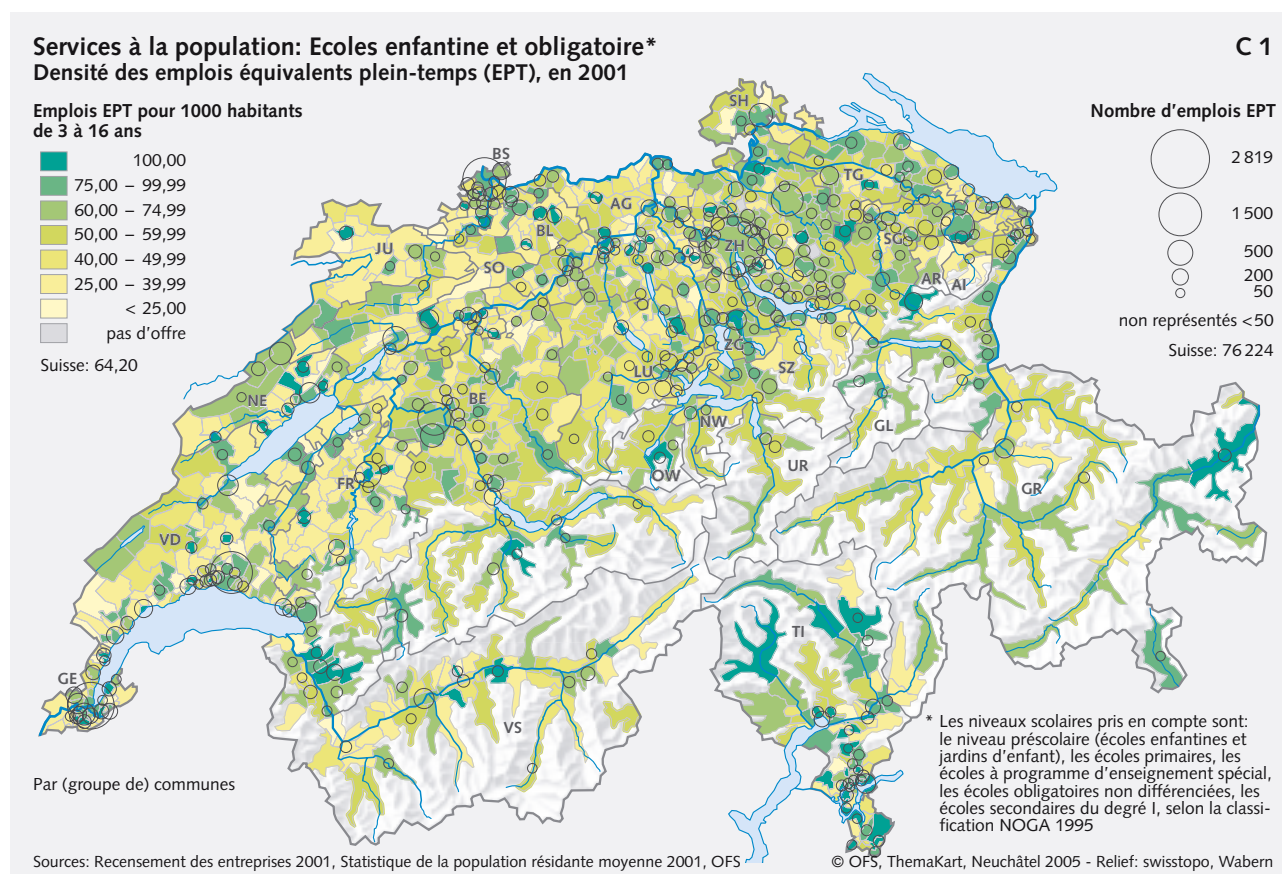
Les régions touristiques, et surtout les centres touristiques, assurent un niveau d'équipement important, pas seulement pour la population locale ou de la région, mais aussi pour les visiteurs et les touristes. La densité des infrastructures et des emplois dans ces régions est supérieure à la moyenne suisse pour tous les services pris en compte, surtout en ce qui concerne les restaurants et cafés. Ces derniers se concentrent très nettement dans les régions alpines (carte C10 en annexe). Les cinémas également sont,

avec en moyenne 21 places assises pour 1000 habitants (15 en moyenne nationale) bien présents dans les communes touristiques, ce taux moyen traduisant toutefois une présence essentiellement dans les centres touristiques (Zermatt, Saas-Fee, Davos, Adelboden, etc.).

Des répartitions propres aux services

Les écoles enfantine et obligatoire: une répartition homogène

La structure du service scolaire dépend naturellement du système cantonal en vigueur. Toutefois, la hiérarchie centre-périphérie apporte un éclairage supplémentaire intéressant. Les **écoles enfantine et obligatoire** présentent, en termes d'établissements et d'emplois⁸, la répartition la plus équilibrée entre l'urbain et le rural, le centre et la périphérie (carte C1, graphique G3). La densité d'infrastructure élevée dans les communes de type rural et touristique traduit la présence de nombreuses petites écoles dans les régions périphériques moins accessibles.



⁷ 64% de pendulaires sortants pour 100 actifs occupés et écoliers/étudiants domiciliés dans la région; ce taux est de 20% pour les centres.

⁸ Emplois en équivalents plein-temps (EPT). Les emplois EPT ne correspondent pas seulement aux enseignants mais à l'ensemble du personnel travaillant dans l'établissement (y.c. concierge, personnel administratif, ...).

Les densités d'emplois plus fortes dans les centres, leur périphérie proche et les communes industrielles découlent quant à elles notamment de la concentration dans ces régions d'écoles possédant les niveaux scolaires obligatoires élevés ainsi que d'écoles à programme d'enseignement spécial, services destinés à un bassin de population plus large que celui de la commune même.

Les magasins, les banques: une infrastructure largement répartie mais des emplois concentrés

Si la densité des **magasins d'alimentation** se répartit sur le territoire de manière assez uniforme, la densité de leurs emplois montre des valeurs plus contrastées selon les régions (carte C6 en annexe). Les densités les plus élevées se trouvent en effet dans les centres et leurs couronnes ainsi que dans les communes touristiques et industrielles, traduisant la concentration des grands magasins dans ces régions. Dans les communes périphériques rurales par contre, près de 90% des magasins ont des surfaces de moins de 400m².

De même pour les **banques**: leurs établissements sont répartis sur une grande partie du territoire, avec des densités élevées notamment dans les communes de type rural, alors que leurs emplois se concentrent clairement dans les centres (carte C8 en annexe). La densité d'emplois y est environ vingt fois plus élevée que dans les communes agricoles. Il faut relever que les grandes villes rassemblent des emplois administratifs et logistiques qui ne correspondent pas forcément à un service à la population. De même, certains établissements en périphérie n'assurent souvent que des prestations de base, les habitants devant se rendre dans le prochain pôle afin d'obtenir des services plus spécialisés.

Les cabinets médicaux, les pharmacies: surtout dans les centres...

La densité de **cabinets médicaux**, en terme d'infrastructure et d'emplois⁹, est deux fois plus élevée dans les régions urbaines que rurales et environ neuf fois plus élevée dans les centres que dans les communes agricoles. Outre dans les centres, ce service se trouve surtout dans les communes suburbaines et à revenu élevé, mais aussi dans les régions touristiques et les communes industrielles. Il est par contre absent d'une partie des communes rurales et périurbaines du plateau (carte C2). Le type de spécialisation des médecins détermine également la ré-

partition territoriale de ce service: si l'on ne prend en compte que les cabinets de médecine générale¹⁰, le contraste centre-périphérie s'atténue mais reste tout de même important, avec des densités encore environ sept fois plus fortes dans les centres que dans les communes agricoles. Les cabinets de médecine spécialisée se concentrent encore davantage dans les pôles urbains.

La densité des **pharmacies** est quant à elle dix à quinze fois plus élevée dans les centres que dans les communes rurales et périurbaines. On peut lire la présence ponctuelle de ce service dans ces régions sur la carte C3, qui montre également, au-delà de cette logique centre-périphérie, la concentration des pharmacies dans les cantons où la propharmacie est interdite (Tessin, Genève, Vaud, Bâle-Ville et Neuchâtel), voire fortement limitée (Valais, Jura, Fribourg et Argovie).

...les cinémas également

Services bénéficiant d'un rayonnement plus large que celui de la population locale, les **cinémas** (carte C12 en annexe) sont concentrés en premier lieu dans les pôles urbains et leur périphérie immédiate, mais aussi dans les centres touristiques et régionaux ainsi que dans certaines communes industrielles. Ces dernières bénéficient notamment d'un bon accès au réseau de transport (entrées et sorties d'autoroute en particulier), ce qui y favorise l'implantation de complexes cinématographiques.

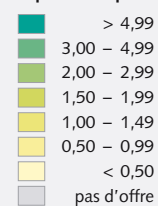
⁹ Les emplois EPT ne correspondent pas uniquement aux médecins mais à l'ensemble du personnel travaillant dans les cabinets médicaux, (y.c. aides, secrétaires, ...).

¹⁰ La distinction entre pratique médicale générale et spécialisée est établie selon la Nomenclature générale des activités économiques.

Services à la population: Cabinets médicaux (pratique médicale générale et spécialisée)* Densité des emplois équivalents plein-temps (EPT), en 2001

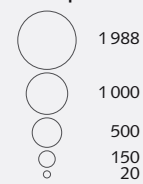
C 2

Emplois EPT pour 1000 habitants

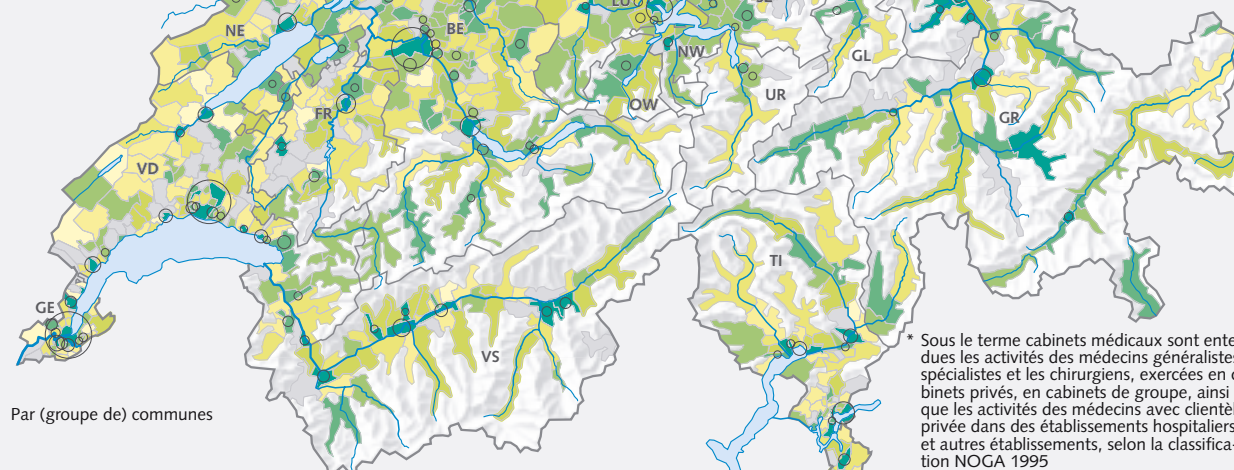


Suisse: 3,27

Nombre d'emplois EPT



Suisse: 23 800



Par (groupe de) communes

* Sous le terme cabinets médicaux sont entendues les activités des médecins généralistes, spécialistes et les chirurgiens, exercées en cabinets privés, en cabinets de groupe, ainsi que les activités des médecins avec clientèle privée dans des établissements hospitaliers et autres établissements, selon la classification NOGA 1995

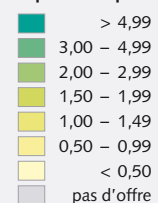
Sources: Recensement des entreprises 2001, Statistique de la population résidente moyenne 2001, OFS

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005 - Relief: swisstopo, Wabern

Services à la population: Pharmacies Densité des emplois équivalents plein-temps (EPT), en 2001

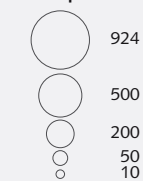
C 3

Emplois EPT pour 1000 habitants

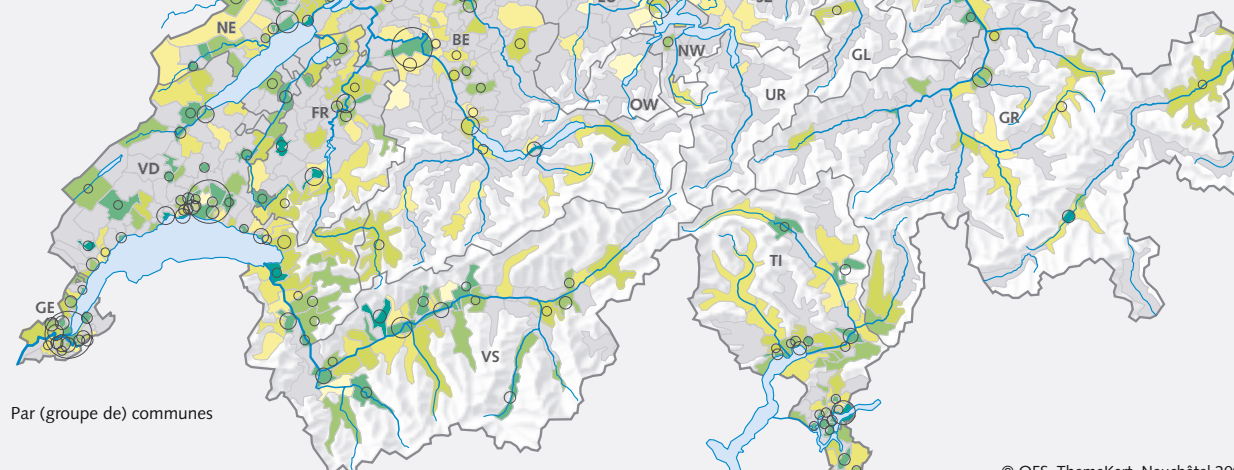


Suisse: 1,45

Nombre d'emplois EPT



Suisse: 10 563



Par (groupe de) communes

Sources: Recensement des entreprises 2001, Statistique de la population résidente moyenne 2001, OFS

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005
Relief: swisstopo, Wabern

Evolution 1995–2001: quelques tendances

Concentration spatiale des services

La période considérée (1995–2001) est relativement courte mais permet de dégager quelques tendances.

Durant ces six années, le pourcentage de communes équipées d'un établissement au moins s'est réduit pour pratiquement tous les services pris en compte, en particulier pour les magasins d'alimentation et les banques. De manière générale, cette réduction a été plus marquée en région rurale qu'en région urbaine (graphique G4). Les seuls services dont la présence au niveau communal s'est clairement élargie, et ce uniquement dans les régions urbaines, sont les pharmacies, les cabinets médicaux et les cinémas. Il faut noter que pour les écoles et les restaurants et cafés, la marge de progression du nombre de communes équipées est faible, ces services couvrant déjà presque l'ensemble du territoire national.

Cette évolution s'est accompagnée d'un affaiblissement de la densité de l'infrastructure pour pratiquement tous les services, suite à une diminution du nombre d'établissements combinée à une croissance de la population, et ceci dans la majorité des régions du territoire (graphique G5). Là encore seuls les pharmacies et les cinémas ont vu leur densité augmenter, ou du moins rester stable, dans une partie du pays.

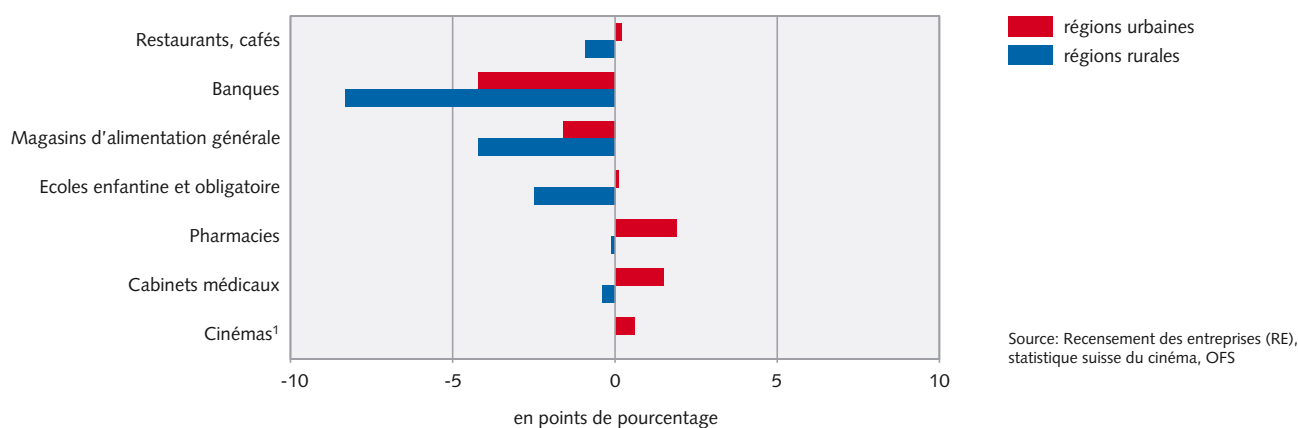
Ecoles et cabinets médicaux: des établissements en baisse mais des emplois en croissance

Le nombre **d'écoles infantine et obligatoire** s'est réduit dans pratiquement toutes les régions (-2% en moyenne suisse), mais principalement dans les communes de type rural (-11% dans les communes agricoles et les communes touristiques). Ces dernières possèdent toutefois encore l'infrastructure la plus dense en 2001. Les emplois ont par contre progressé (+11% environ en moyenne suisse) de manière assez homogène et parallèle à l'évolution de la population des 3 à 16 ans sur la plus grande partie du territoire, les hausses les plus fortes (en pourcentage) caractérisant les couronnes urbaines, les plus basses les communes agricoles et touristiques. Durant cette période, le nombre d'élèves dans les degrés scolaires correspondants a également augmenté, de 3% environ¹¹.

Pour les **cabinets médicaux**, on observe au niveau national une baisse du nombre d'établissements de près de 5% et une hausse du nombre d'emplois de 4%. Ces évolutions opposées laissent supposer une progression du nombre de médecins travaillant en cabinets de groupe, tendance confirmée par les statistiques actuelles de la Fédération suisse des Médecins (FMH)¹². Cette évolution se retrouve au niveau régional (graphique G5), avec un nombre de cabinets en baisse sur une grande partie du territoire, surtout dans les centres

Services à la population: évolution de la part des communes possédant au moins un établissement, entre 1995 et 2001

G 4



¹ Evolution entre 1994 et 2004

¹¹ OFS, statistique des élèves et étudiants, 2003

¹² Gesundheitswesen Schweiz 2004-2006: eine aktuelle Übersicht, Santé-suisse, p. 50.

(-7%) et les communes à revenu élevé (-9%), et des emplois⁹ en hausse dans tous les types de communes, en particulier dans les communes périurbaines et les communes rurales. Le nombre de cabinets a toutefois augmenté dans les communes périurbaines et pendulaires rurales. La croissance des emplois dans les pôles urbains est due quant à elle essentiellement à l'évolution positive au Nord et à l'Est du pays (notamment à St.-Gall, Baden, Winterthur, Bâle-Ville), les centres de l'Arc lémanique tout comme Zurich, Olten et Fribourg montrant des évolutions plutôt négatives (carte C15 en annexe).

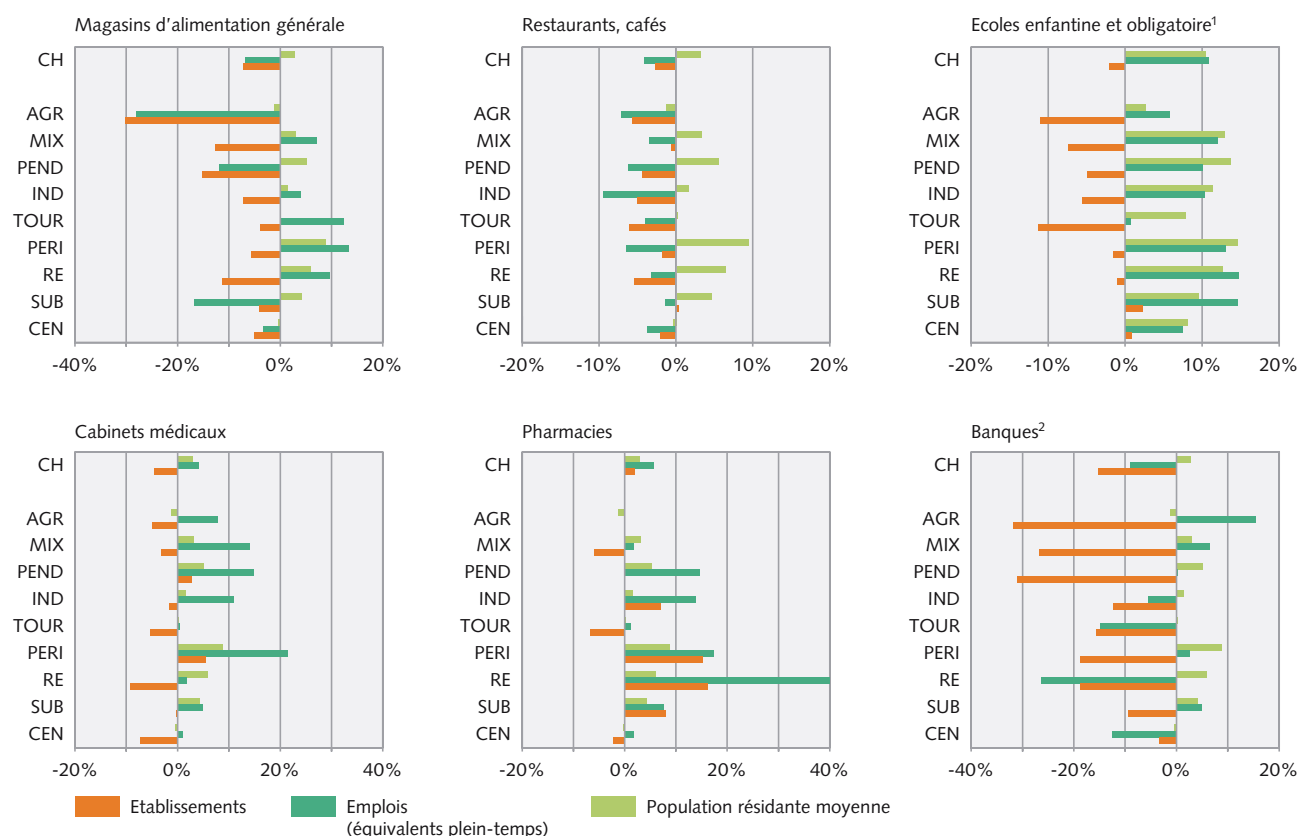
Suite à une évolution du nombre d'emplois supérieure à celle de la population résidente, le volume de service à disposition a progressé dans presque toutes les régions.

Les pharmacies: une croissance en régions urbaines surtout

En ce qui concerne les **pharmacies**, les couronnes urbaines et les communes industrielles enregistrent les plus fortes augmentations en terme d'établissements et d'emplois (augmentations supérieures à la croissance de la population), alors que les régions rurales périphériques et touristiques perdent des établissements et ne gagnent que peu d'emplois. La croissance des emplois dans les centres est toutefois à attribuer essentiellement à Zurich et Lausanne (carte C4). De même, la forte augmentation des emplois dans les communes à revenu élevé est due principalement aux évolutions enregistrées dans la périphérie de Bâle et de Lausanne. Cette tendance à une croissance du service dans les régions urbaines et à une stagnation voire à une diminution dans les régions rurales périphériques s'est confirmée ces dernières années¹³:

Services à la population: évolution des établissements, des emplois et de la population entre 1995 et 2001

G 5



CEN Centres
SUB Communes suburbaines
RE Communes à revenu élevé
PERI Communes périurbaines
TOUR Communes touristiques
IND Communes industrielles et tertiaires
PEND Communes pendulaires rurales
MIX Communes agraires-mixtes
AGR Communes agricoles
CH Moyenne suisse

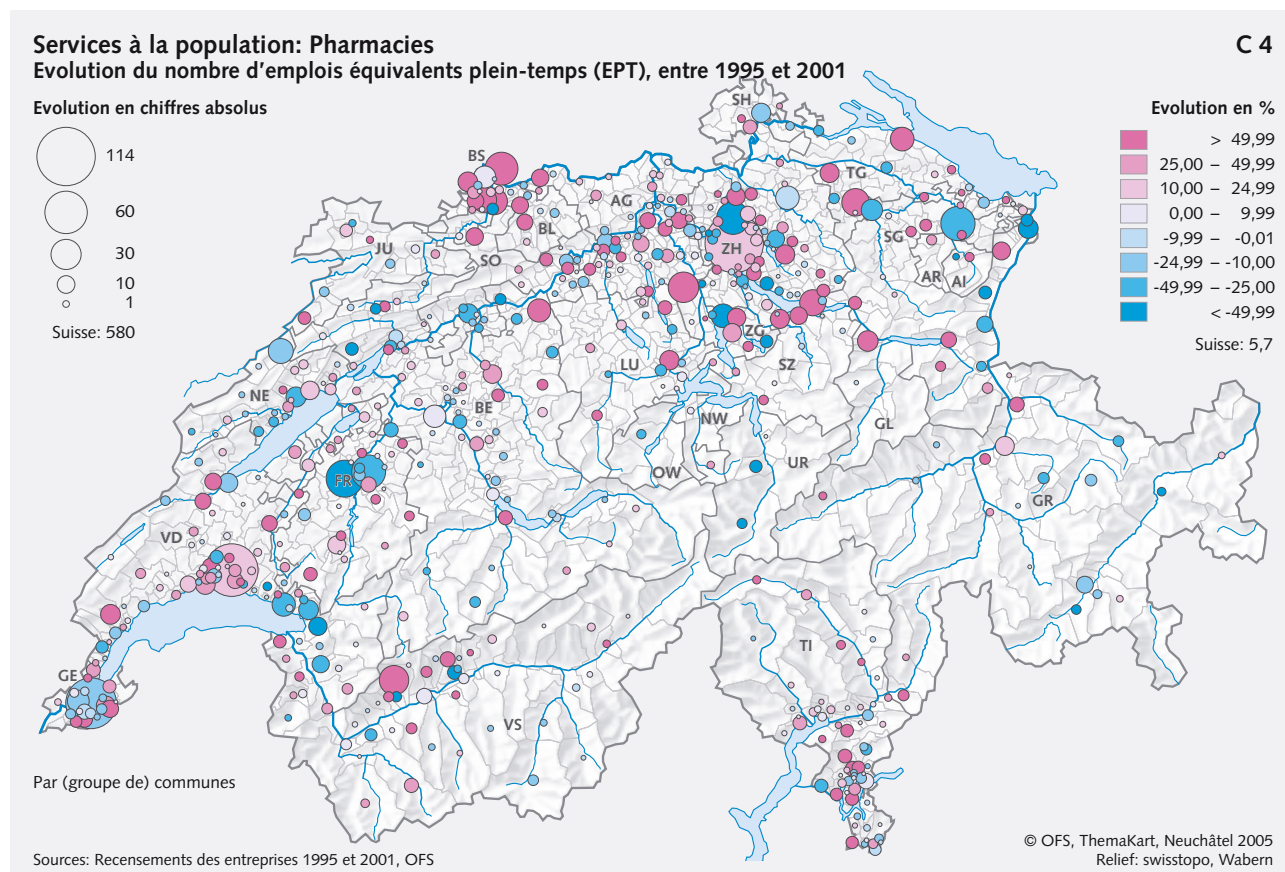
¹ Population de 3 à 16 ans

² Comparaison des établissements sans les grandes banques, suite à des modifications de relevé pour cette catégorie de banque.

Source: Recensement des entreprises (RE), RFP 2000, ESPOP

© Office fédéral de la statistique (OFS)

¹³ Société suisse des pharmaciens (SSPh), données de 2004.



entre 2001 et 2004, le nombre de pharmacies a augmenté uniquement dans les couronnes urbaines (notamment dans les communes périurbaines, +11%) alors qu'il est resté stable dans les régions rurales périphériques.

Les restaurants, les banques, les magasins: des services marchands en recul

Pour les **restaurants et cafés**, les évolutions sont négatives dans tous les types de communes, en terme d'établissements comme d'emplois.

Les **magasins d'alimentation** sont également en recul dans tous les types de communes, notamment dans les communes de type rural (-30% dans les communes agricoles). Cette baisse généralisée du nombre d'établissements découle essentiellement de la diminution (-20% en moyenne suisse) dans la plupart des régions des petits commerces de moins de 100m², les magasins de 1000m² et plus ayant quant à eux progressé également sur une grande partie du pays (+15% en moyenne nationale). Cette tendance à l'essor des grandes surfaces au détriment des petits magasins se confirme actuellement. Les emplois de ce service ont par contre augmenté en frange extérieure des villes ainsi que dans les communes touristiques et dimi-

nué surtout dans les communes agricoles, dans les centres (notamment Zurich, Aarau, St.-Gall, Coire, Bellinzone, La Chaux-de-Fonds; carte C7 en annexe) et leur ceinture périphérique immédiate.

Alors que l'infrastructure des **services bancaires** a reculé sur une grande partie du pays, notamment dans les régions rurales, les emplois ont évolué de manière différenciée. La baisse enregistrée au niveau Suisse (-9%) est essentiellement le résultat des évolutions négatives dans les centres (-8030 EPT/-12%) et les communes à revenu élevée (-220 EPT/-26%), dues elles-mêmes aux réductions d'emploi dans les grandes banques (-8400 EPT/-16%). A l'inverse, les emplois ont augmenté surtout dans les communes suburbaines (+680/+5%), traduisant dans certaines régions un déplacement du service des noyaux urbains vers leur périphérie immédiate (par ex. autour de Bâle, Lausanne, Genève, Lugano; carte C9 en annexe). L'évolution positive, et même supérieure à la croissance de la population, dans les communes agricoles et agraires est à attribuer essentiellement aux banques Raiffeisen, dont le nombre d'emplois a augmenté dans tous les types de communes.

L'affaiblissement de la densité du service bancaire va de pair avec l'émergence des services fournis via Internet. Bien des transactions financières courantes, qui né-

cessitaient il y a peu de temps encore le déplacement du client auprès de l'agence, peuvent désormais s'effectuer à distance. Ce phénomène, qui touche également depuis quelques années le domaine des magasins d'alimentation, se renforcera vraisemblablement à l'avenir.

Contrairement à ces trois services, les **cinémas** ont progressé entre 1994 et 2004: faiblement en ce qui concerne les établissements (+1,2%), plus fortement en ce qui concerne les places assises (+11%) et les écrans de cinémas (+25%). Cette progression touche toutefois essentiellement les centres et les couronnes urbaines (carte C13 en annexe), notamment dans le Nord-Est du pays et sur l'Arc lémanique, traduisant dans ces régions la concentration du service sous forme de grands complexes cinématographiques.

Accessibilité aux services: premiers résultats

Les analyses de l'accessibilité permettent de dépasser le découpage administratif communal et de considérer la mise à disposition des services en termes de distances ou de temps d'accès. Quelques résultats (voir notes méthodologiques) sur trois services sont présentés, en tant qu'exemples des analyses prévues ultérieurement dans ce domaine.

De manière générale, les premiers résultats confirment les conclusions présentées dans les chapitres précédents. En 2001, une personne résidant en Suisse est éloignée d'un peu moins de 800m en moyenne d'un magasin d'alimentation générale, de près d'un kilomètre d'un cabinet

médical, de plus de deux kilomètres d'une pharmacie (Graphique G6). Si elle vit en région périphérique rurale, la distance jusqu'au prochain magasin d'alimentation générale va jusqu'à plus de trois kilomètres, soit environ sept fois plus que si elle habitait dans un centre urbain. L'accessibilité d'un magasin d'alimentation dans les régions alpines touristiques est similaire à celle observée pour les régions en périphérie des centres, et supérieure à celle notée pour le Jura ou pour certaines régions rurales du Plateau (carte C5). Les différences régionales sont encore plus marquées pour les deux services de santé.

Travaux futurs

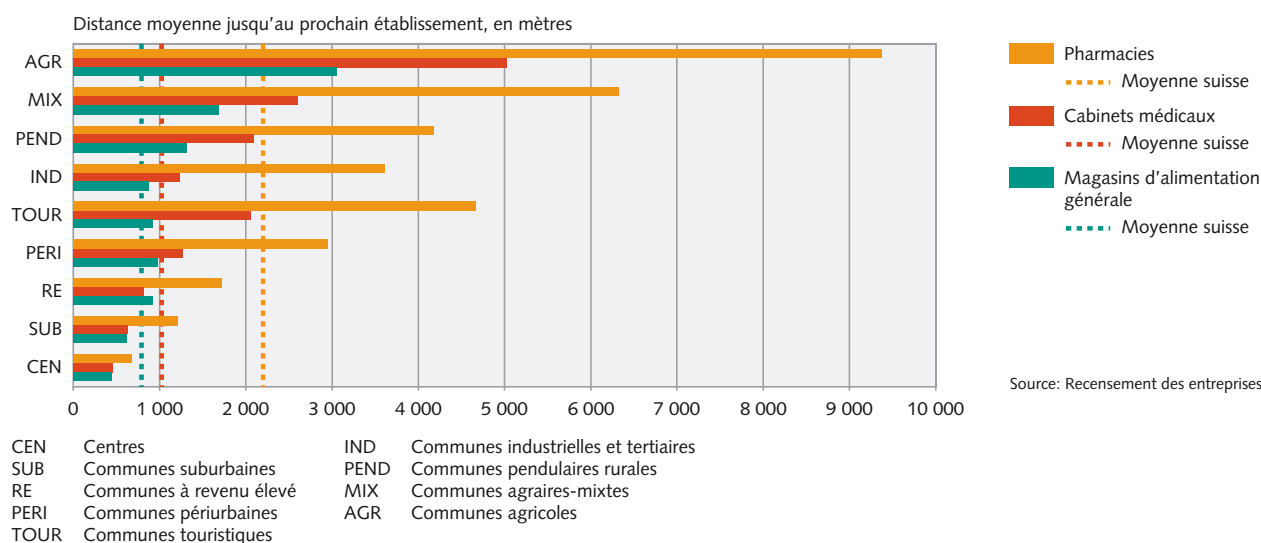
Cette première analyse permet de mettre en évidence la répartition territoriale de l'offre pour différents services à la population.

Les travaux futurs intégreront davantage de services et les données du recensement des entreprises de 2005 permettront également d'analyser les résultats sur une période plus longue.

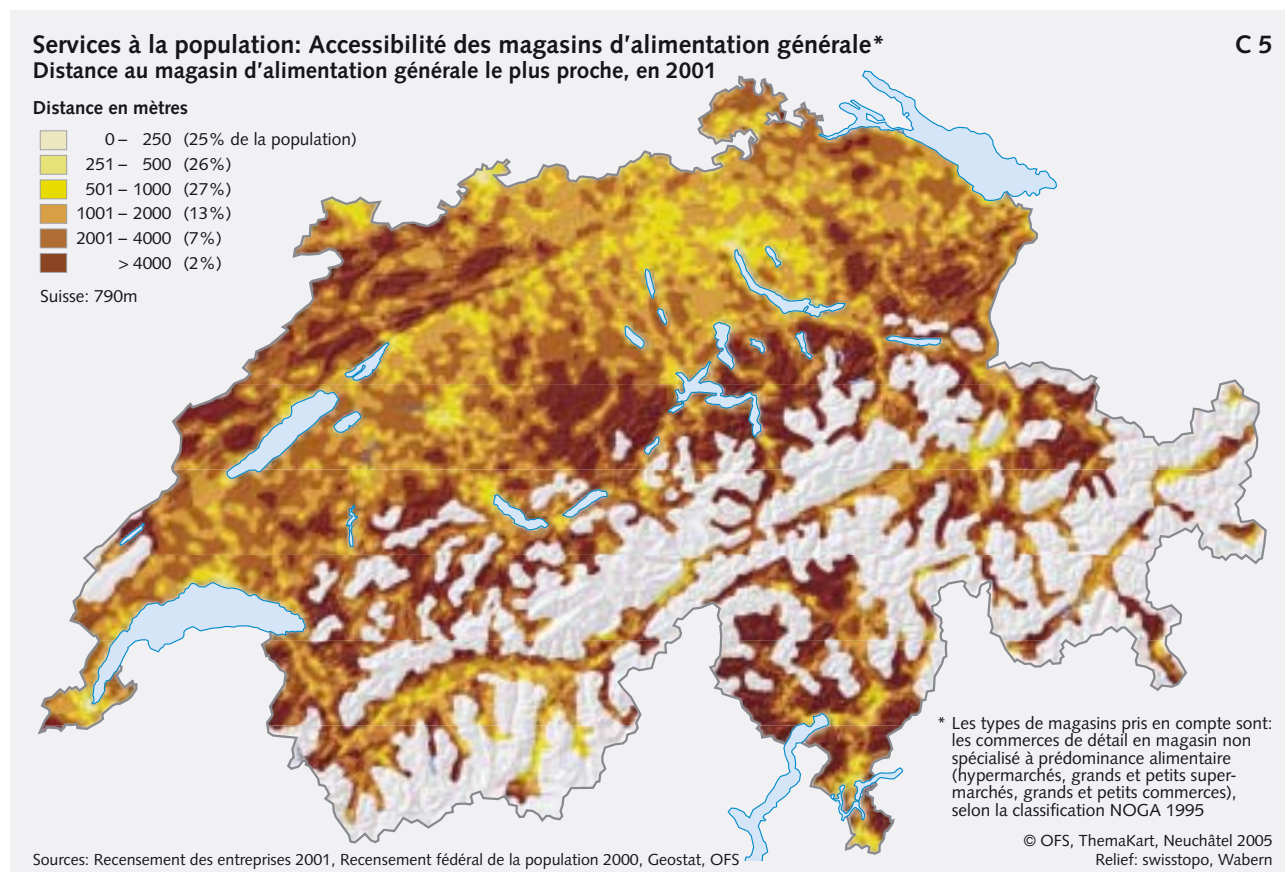
L'analyse de l'accessibilité aux services en termes de distances ou de temps de parcours permettra en outre de dépasser le découpage administratif et de mieux décrire la dynamique population-services. La problématique de l'accessibilité ne se pose toutefois pas de manière identique pour tous: si l'accès aux services est en général aisé pour les personnes actives qui se rendent régulièrement dans des centres, il est plus difficile pour les personnes à mobilité réduite par exemple. De même l'accès

Services à la population: accessibilité selon le type de communes, en 2001

G 6



© Office fédéral de la statistique (OFS)



à différents services via Internet reste encore réservé à une certaine tranche de la population. Enfin, le développement de services combinés (comme la Poste intégrée dans des magasins) contribuera, à côté des services via Internet, à modifier les besoins et les comportements de la population.

Vous trouvez davantage d'informations sur notre site Internet <http://www.statistique.admin.ch> → Thèmes → Disparités régionales et internationales → Disparités régionales

Références

- *Le service public dans le domaine des infrastructures*, rapport du Conseil Fédéral, Berne, 2004
- *Services et commerces*, Atlas de France, Volume 10, GIP RECLUS et La Documentation Française, 1999
- *Nomenclature générale des activités économiques (NOGA)*, OFS, Neuchâtel 1995
- *Recensement des entreprises de 2001: Bases et méthodes*, OFS, Neuchâtel 2002
- *Le système des communes suisses, approche typologique du modèle centre-périphérie*, OFS, Berne, 1988
- *Typologie des communes suisses: de 1980 à 2000*, OFS, Neuchâtel, 2004
- *Gesundheitswesen Schweiz 2004-2006: eine aktuelle Übersicht*, Santésuisse, Berne, 2004.
- *Elèves et étudiants 2002/2003*, OFS, Neuchâtel, 2003

Notes méthodologiques

Services à la population: délimitation du thème

La notion de *services à la population* correspond à une définition large du service public. Les services à la population englobent les commerces, services et équipements marchands et non marchands, publics et privés, utilisés par la population dans ses activités courantes ou occasionnelles. Exemple: routes et transports publics, services d'enseignement, équipements culturels, équipements médicaux, services postaux et télécommunication, équipements sportifs, banques et assurances, alimentation, cafés et restaurants, énergie.

Approche

Le thème des services à la population est analysé selon deux axes principaux: analyse de la répartition territoriale de l'offre en services et analyse de l'accessibilité (accessibilité physique) à ces services. La première étape d'analyse présentée ici se concentre sur la répartition territoriale de quelques services.

Données

Sources

- Recensements des entreprises (RE) 1995 et 2001 de l'Office fédéral de la statistique (OFS)
- Statistique suisse du cinéma (OFS).

Services pris en compte

Les recensements des entreprises sont structurés selon la Nomenclature générale des activités économiques (NOGA) en fonction de leur activité principale. Cela implique que, par exemple pour les écoles, une école enfantine intégrée dans une école primaire n'apparaîtra pas sous la NOGA 8010A mais sous la NOGA 8010B:

- *Ecoles enfantine et obligatoire*: jardins d'enfants et écoles enfantines (8010A), école primaire (8010B), écoles à enseignement spécialisé (8010C), écoles mixtes (8010D), écoles secondaires du degré I (8021A).
- *Cabinets médicaux*: Pratique médicale générale et spécialisée (8512A). Une partie des médecins avec clientèle privée dans les hôpitaux est vraisemblablement incluse sous la position 8511, ce qui implique une probable sous-estimation de la position 8512A.
- *Pharmacies*: commerce de détail de produits pharmaceutiques (5231A)
- *Magasins d'alimentation*: commerce de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire, soit les hypermarchés (5211A), grands supermarchés (5211B), petits supermarchés (5211C), grands commerces (5211D), petits commerces (5211E).

- *Restaurants et cafés*: restaurants, cafés, tea-rooms (5530A), hôtels avec restaurants (5511A), boulangeries-tea-rooms (5224A)
- *Banques*: Pour cette analyse, le choix a été porté sur les banques dont les services touchent la plus grande partie de la population, soit: banques cantonales (6512B), grandes banques (6512C), banques régionales et caisses d'épargne (6512D), caisses de crédit mutuel et banques Raiffeisen (6512E), banques commerciales (6512F).

Qualité des données du recensement des entreprises

Des données provenant d'autres sources (statistique des élèves de l'OFS, statistiques scolaires de la Conférence suisse des directeurs cantonaux en matière d'instruction publique (CDIP), statistiques de la Fédération suisse des médecins (FMH), statistique de la Société suisse des pharmaciens (Ssph), statistique des banques de la Banque Nationale Suisse (BNS)) ont été comparées avec les données des RE. Ces comparaisons montrent que les données des RE représentent une source de données plausibles, même si elles ne constituent pas toujours la source la plus adaptée. En effet, elles représentent le plus souvent les seules sources disponibles à un niveau communal et surtout à l'hectare (nécessaire pour les analyses d'accessibilité), possédant une qualité homogène pour l'ensemble des services.

Etablissements et emplois en équivalents plein-temps

Etablissement: unité locale délimitée géographiquement où une activité, rémunérée ou non, est exercée pendant au moins 20 heures par semaine.

Emplois en équivalents plein-temps (EPT): toute personne travaillant au moins 6 heures par semaine est recensée. Ces heures sont converties en équivalents plein-temps (EPT) afin d'améliorer la comparabilité des résultats. Les EPT correspondent à l'ensemble des emplois des positions NOGA, et non pas, par exemple pour les cabinets médicaux ou les écoles, uniquement aux médecins ou enseignants.

Indicateurs utilisés – définitions

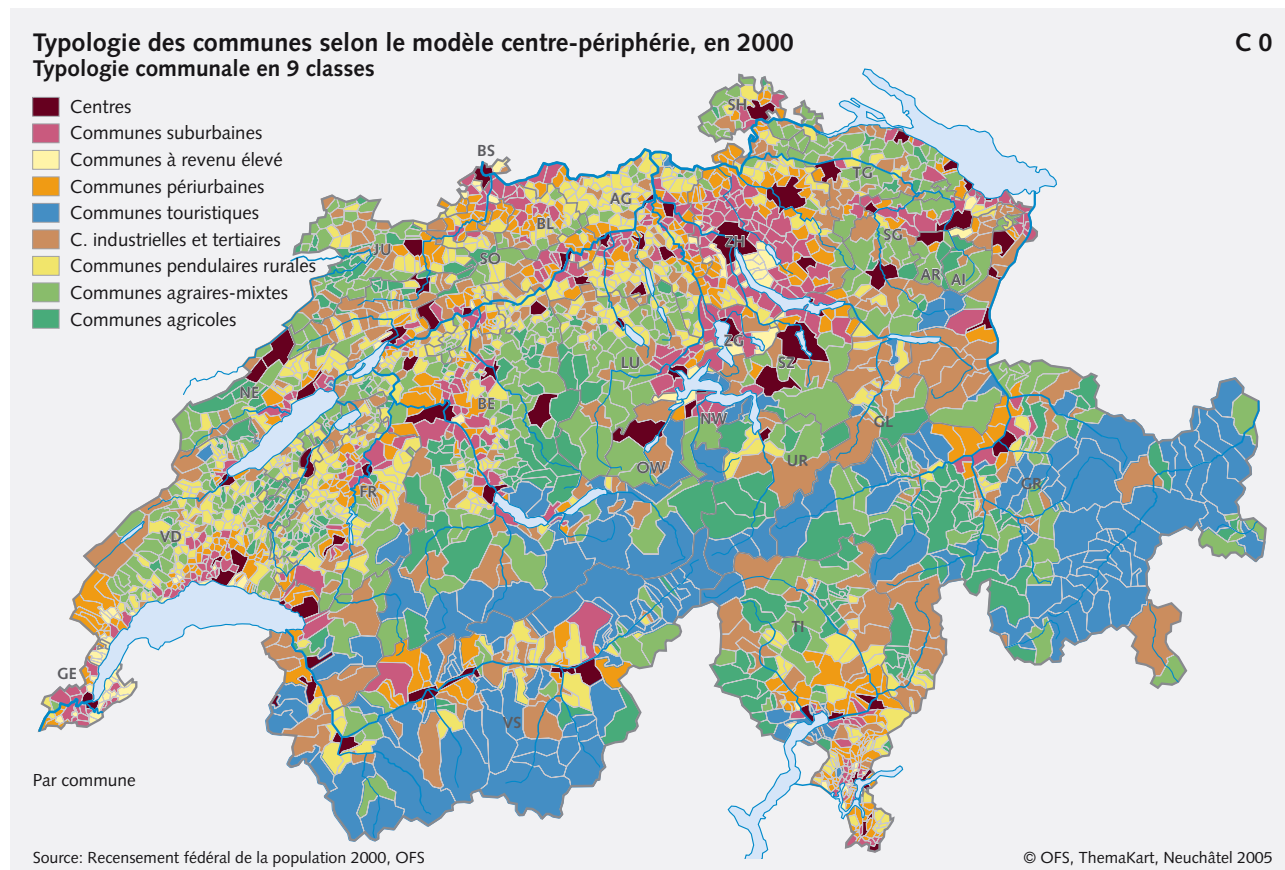
Densité de l'infrastructure (présence du service):

Etablissements / Population résidente moyenne * 1000

Densité des emplois (volume de service):

Emplois EPT / Population résidente moyenne * 1000

Pour les écoles enfantine et obligatoire, la population de référence est celle des 3 à 16 ans (Recensement fédéral de la population 2000).



Niveaux géographiques utilisés

Régions urbaines, régions rurales

On entend par **régions urbaines** les agglomérations et les villes isolées. Sont considérées comme villes isolées les communes qui ne sont rattachées à aucune agglomération mais qui comptaient au moins 10'000 habitants lors du dernier recensement de la population de 2000. Les **régions rurales** comprennent toutes les communes ne faisant pas partie des régions urbaines.

Typologie des communes de l'OFS

La typologie des communes selon le modèle centre-périphérie a été élaborée en 1988 sous mandat de l'Office fédéral de la statistique (OFS) et de l'Office fédéral du développement territorial (ARE). Cette typologie classe les communes de Suisse en 22 types selon différents critères hiérarchisés. Ces 22 types ont été ensuite regroupés en 9 types, qui sont utilisés dans la présente analyse.

Ces 9 types (carte C0) sont les suivants: Centres (CEN); communes suburbaines (SUB); communes à revenu élevé (RE); communes périurbaines (PERI); communes touristiques (TOUR); communes industrielles et tertiaires (IND); communes pendulaires rurales (PEND); communes agraires-mixtes (MIX); communes agricoles (AGR).

Les types de communes «centre» à «périurbain» appartiennent presque exclusivement aux régions urbaines, les types «touristique» à «agricole» essentiellement aux régions rurales.

Accessibilité – méthode de calcul

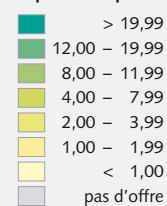
Les distances ont été calculées entre chaque hectare habité de Suisse (depuis son point central) et une quarantaine de services. Ces calculs ont été réalisés sur la base du réseau des routes VECTOR25, à partir des données géocodées du recensement fédéral des entreprises de 2001 ainsi que du recensement fédéral de la population de 2000.

Services à la population: Magasins d'alimentation générale*

Densité des emplois équivalents plein-temps (EPT), en 2001

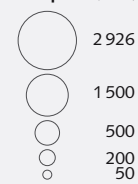
C 6

Emplois EPT pour 1000 habitants

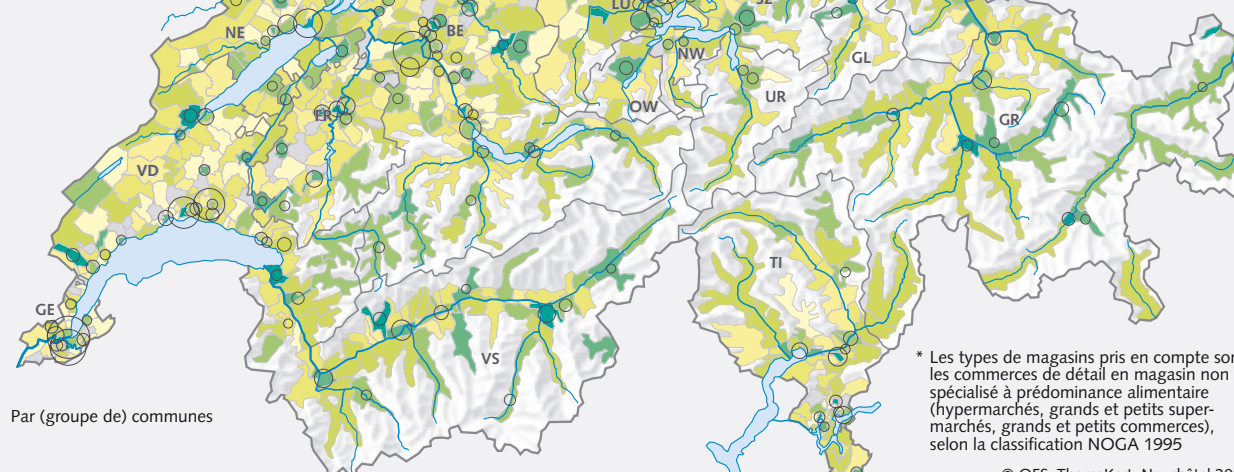


Suisse: 7,55

Nombre d'emplois (EPT)



Suisse: 54 996



Par (groupe de) communes

* Les types de magasins pris en compte sont: les commerces de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire (hypermarchés, grands et petits supermarchés, grands et petits commerces), selon la classification NOGA 1995

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005
Relief: swisstopo, Wabern

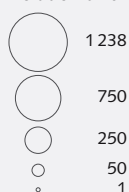
Sources: Recensement des entreprises 2001, Statistique de la population résidente moyenne 2001, OFS

Services à la population: Magasins d'alimentation générale*

Evolution du nombre d'emplois équivalents plein-temps (EPT), entre 1995 et 2001

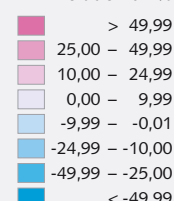
C 7

Evolution en chiffres absolus

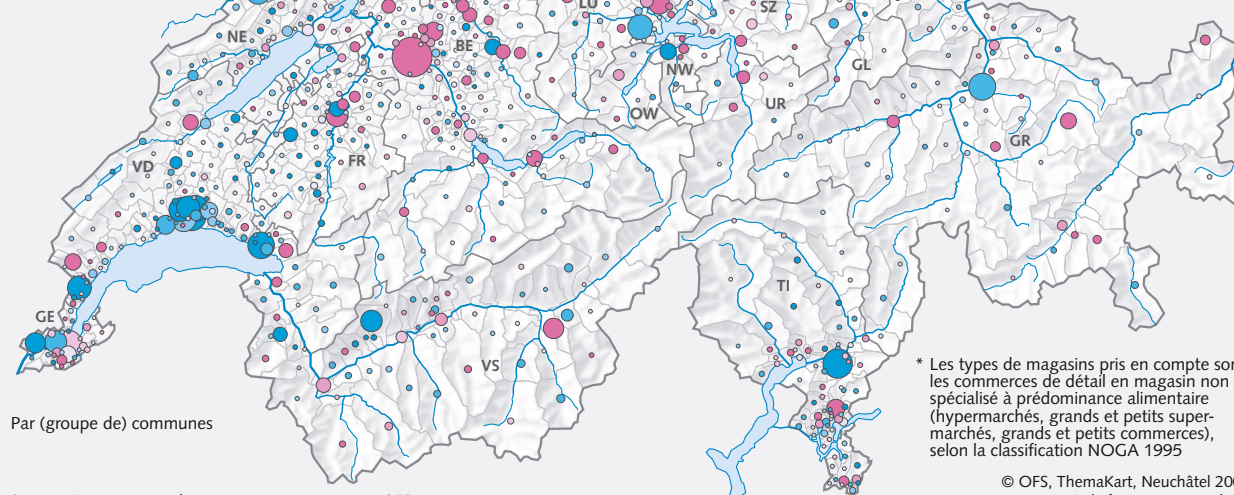


Suisse: -4 062

Evolution en %



Suisse: -6,9



Par (groupe de) communes

* Les types de magasins pris en compte sont: les commerces de détail en magasin non spécialisé à prédominance alimentaire (hypermarchés, grands et petits supermarchés, grands et petits commerces), selon la classification NOGA 1995

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005
Relief: swisstopo, Wabern

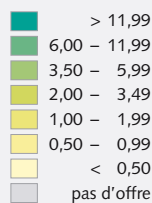
Sources: Recensements des entreprises 1995 et 2001, OFS

Services à la population: Banques*

Densité des emplois équivalents plein-temps (EPT), en 2001

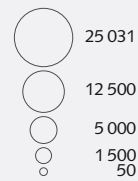
C 8

Emplois EPT pour 1000 habitants

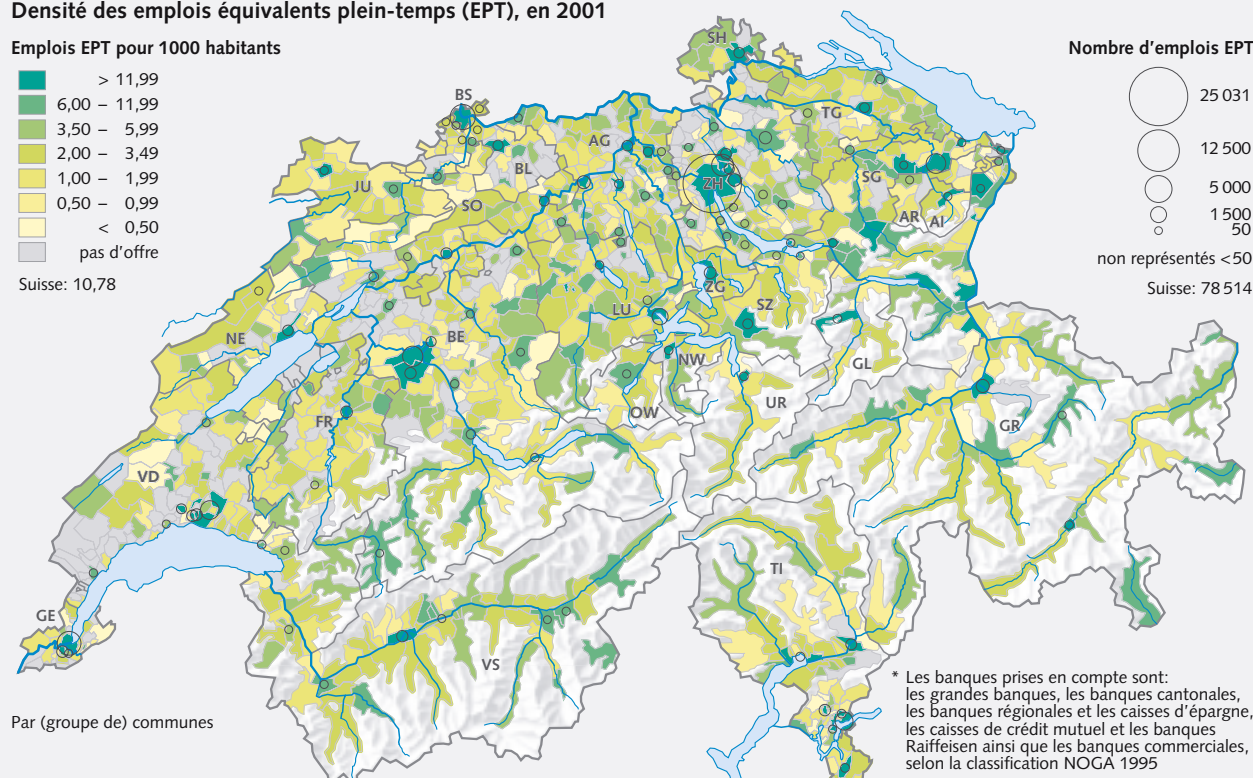


Suisse: 10,78

Nombre d'emplois EPT



Suisse: 78 514



Sources: Recensement des entreprises 2001, Statistique de la population résidente moyenne 2001, OFS

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005 - Relief: swisstopo, Wabern

Services à la population: Banques*

Evolution du nombre d'emplois équivalents plein-temps (EPT), entre 1995 et 2001

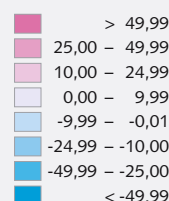
C 9

Evolution en chiffres absolus

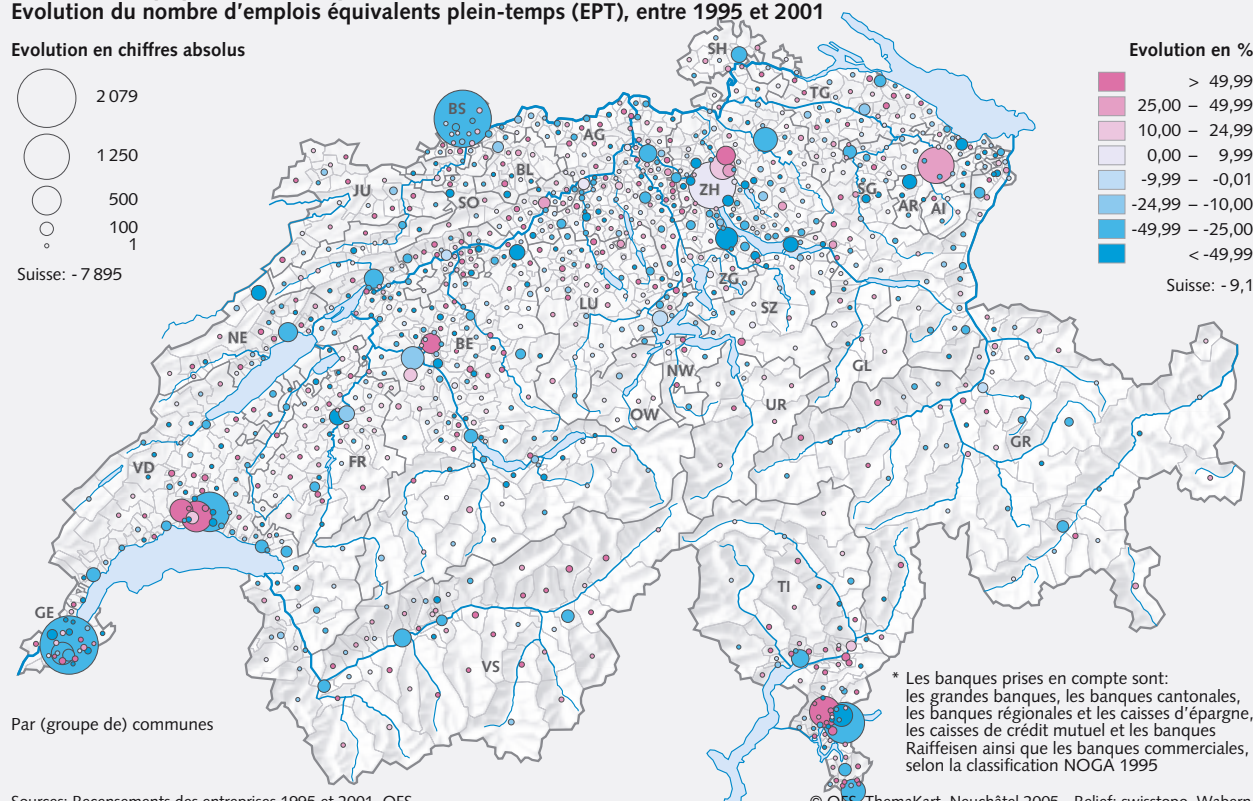


Suisse: -7 895

Evolution en %



Suisse: -9,1



Sources: Recensements des entreprises 1995 et 2001, OFS

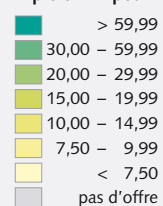
© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005 - Relief: swisstopo, Wabern

Services à la population: Restaurants et tea-rooms*

Densité des emplois équivalents plein-temps (EPT), en 2001

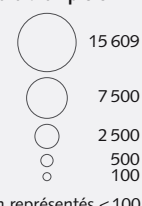
C 10

Emplois EPT pour 1000 habitants

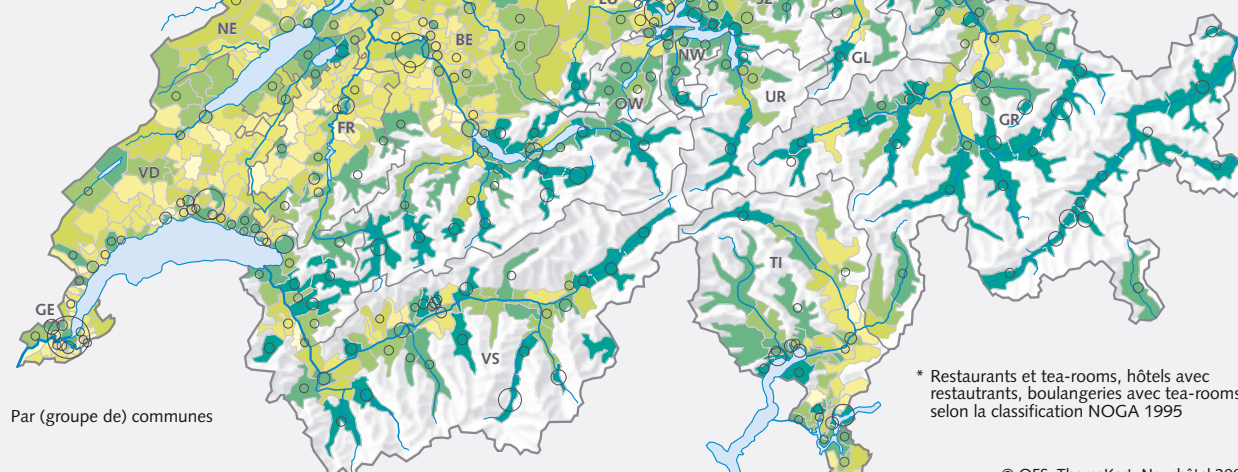


Suisse: 26,29

Nombre d'emplois EPT



Suisse: 191 526



Par (groupe de) communes

* Restaurants et tea-rooms, hôtels avec restaurants, boulangeries avec tea-rooms, selon la classification NOGA 1995

Sources: Recensement des entreprises 2001, Statistique de la population résidente moyenne 2001, OFS

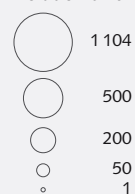
© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005
Relief: swisstopo, Wabern

Services à la population: Restaurants et tea-rooms*

Evolution du nombre d'emplois équivalents plein-temps (EPT), entre 1995 et 2001

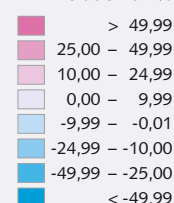
C 11

Evolution en chiffres absolus

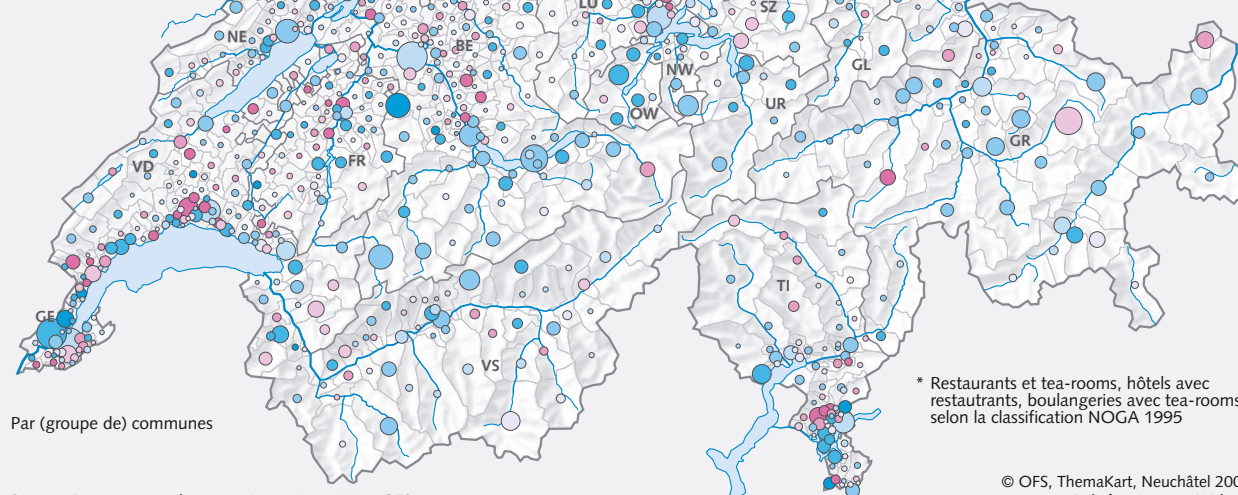


Suisse: - 7 876

Evolution en %



Suisse: - 4,0



Par (groupe de) communes

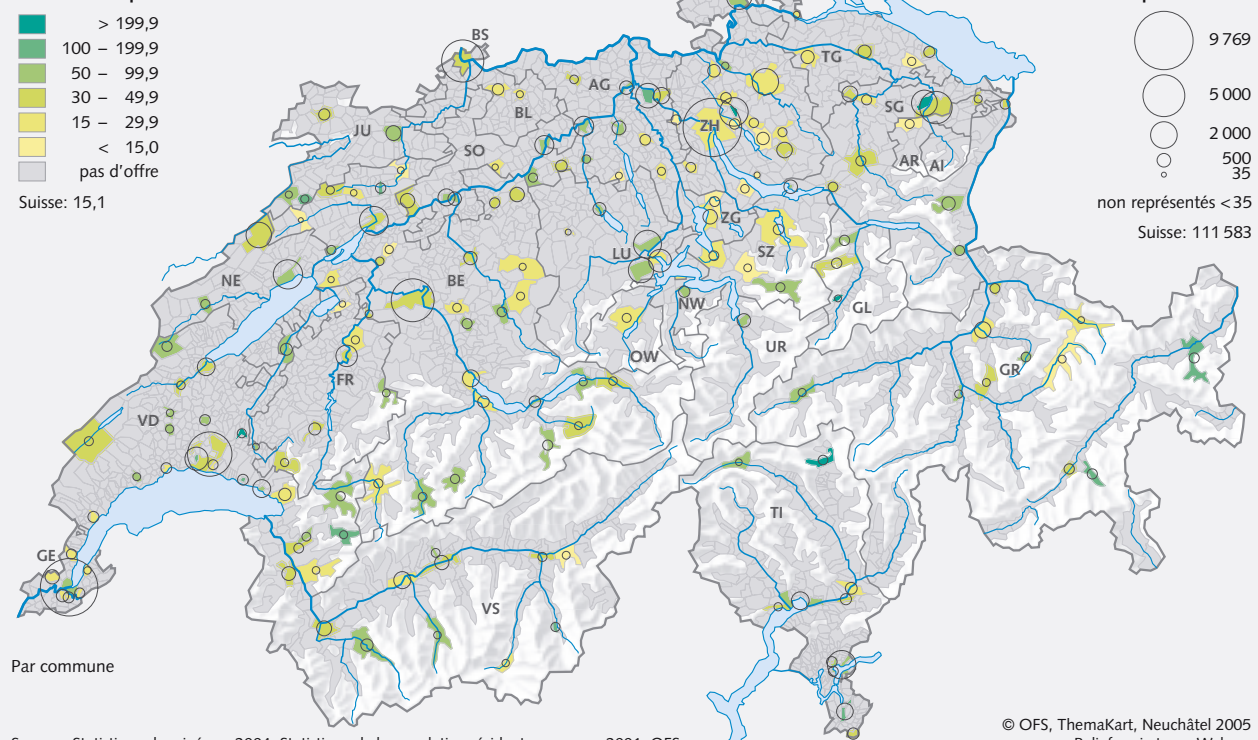
* Restaurants et tea-rooms, hôtels avec restaurants, boulangeries avec tea-rooms, selon la classification NOGA 1995

Sources: Recensements des entreprises 1995 et 2001, OFS

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005
Relief: swisstopo, Wabern

C 12

Places assises pour 1000 habitants

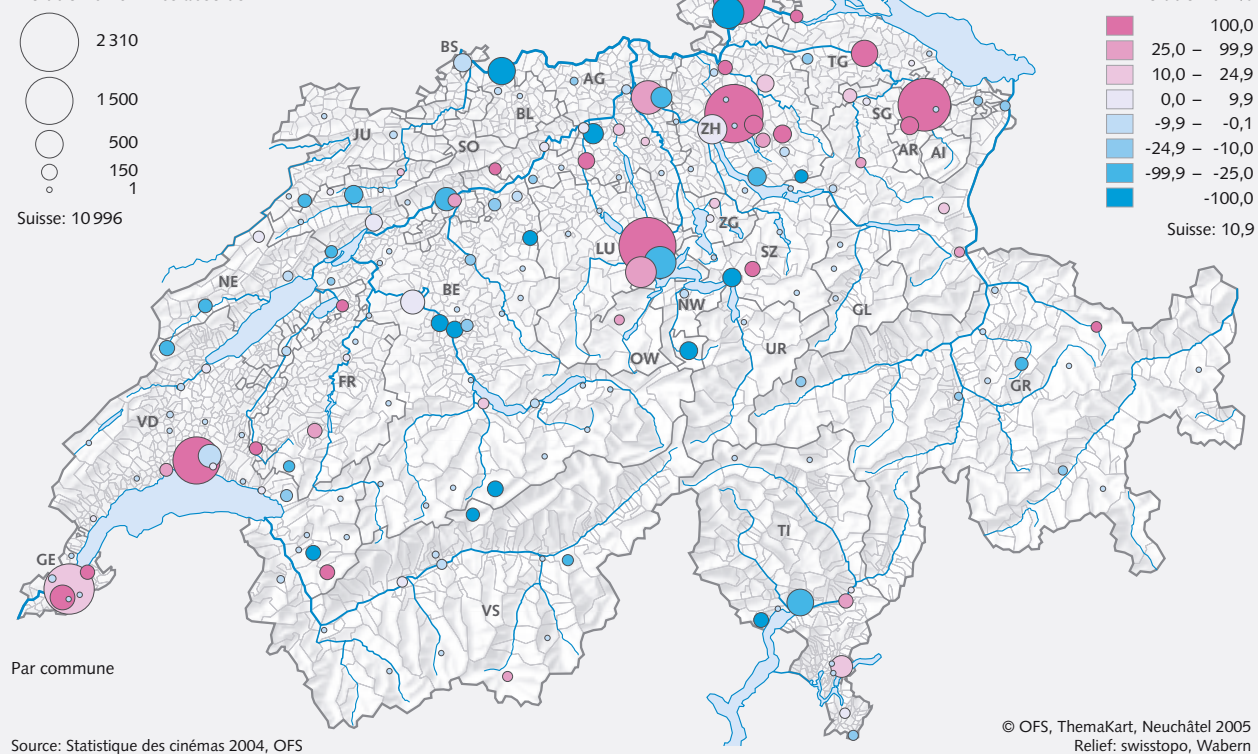


Sources: Statistique des cinémas 2004, Statistique de la population résidente moyenne 2001, OFS

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005
Relief: swisstopo, Wabern

C 13

Evolution en chiffres absolus

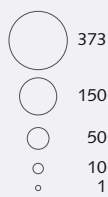


Source: Statistique des cinémas 2004, OFS

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005
Relief: swisstopo, Wabern

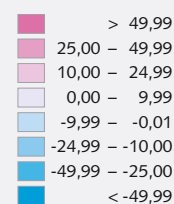
Services à la population: Ecoles enfantine et obligatoire***Evolution du nombre d'emplois équivalents plein-temps (EPT), entre 1995 et 2001****C 14**

Evolution en chiffres absolus

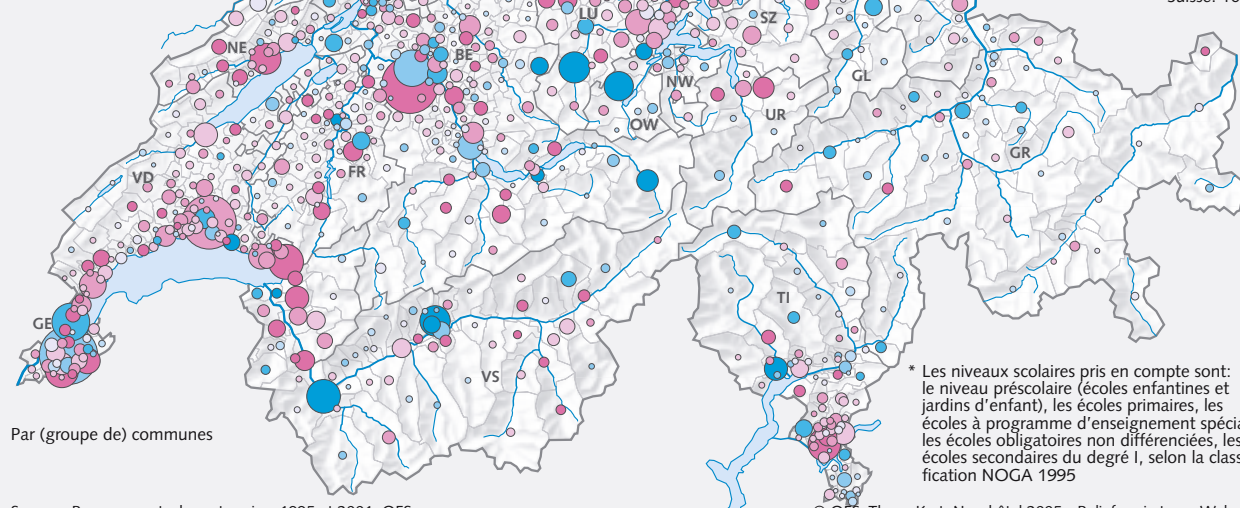


Suisse: 7 459

Evolution en %



Suisse: 10,8



Sources: Recensements des entreprises 1995 et 2001, OFS

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005 - Relief: swisstopo, Wabern

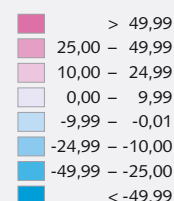
Services à la population: Cabinets médicaux (pratique médicale générale et spécialisée)***Evolution du nombre d'emplois équivalents plein-temps (EPT), entre 1995 et 2001****C 15**

Evolution en chiffres absolus

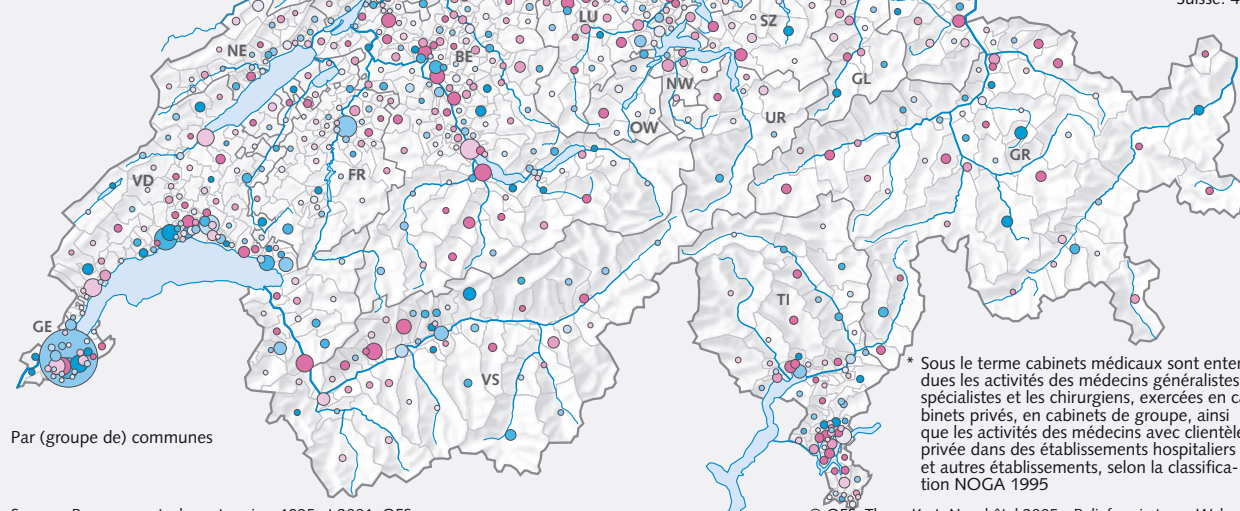


Suisse: 930

Evolution en %



Suisse: 4,1



Sources: Recensements des entreprises 1995 et 2001, OFS

© OFS, ThemaKart, Neuchâtel 2005 - Relief: swisstopo, Wabern